

Je ressens donc une impression de déjà vu. Je me demande si l'un de nos collègues, Jack Horner ou Otto Lang, par exemple, ne deviendront pas président ou directeur du CN.

**Une voix:** Dieu nous en garde!

**M. MacKay:** Peut-être que nous verrons M. Leclaire, un ex-mandarin, propulsé dans les fonctions que M. Pratt occupait à Air Canada. Peut-être qu'on apprendra que Horner est nommé au poste qu'occupait Mackasey. Je me souviens qu'à un moment donné, on a demandé au député de Lincoln (M. Mackasey) de veiller sur la destinée d'Air Canada. Peut-être que M. Leclaire remplacera M. Pratt. J'espère que non parce que cette société de la Couronne est trop importante pour que l'on remette son sort entre les mains de politiciens en mal de sinécures. En somme, l'avenir du CN et de notre grand réseau de transport, qui est très important pour notre économie, doit primer, et c'est pourquoi cette société ne doit pas être le refuge de gens qui, sans être dépourvus de compétences, n'ont pas les qualifications spécialisées nécessaires pour diriger une entreprise d'une telle envergure.

**Des voix:** Bravo!

**M. MacKay:** Jetons un coup d'œil sur certaines des grandes industries que le gouvernement a manipulées ou a tenté d'aider. Accordons-lui le bénéfice du doute. Il était probablement animé de bonnes intentions. Prenons par exemple de Havilland et Canadair. Voyons la débâcle qui se prépare. En novembre dernier, j'ai fait inscrire au *Feuilleton* des questions très simples au sujet de Canadair, notamment combien d'avions ont été livrés? A quel prix? Quelles sont les prévisions? Quand cette société va-t-elle commencer à faire des bénéfices?

La situation est très grave. Tout le monde le sait, mais personne ne veut en parler. Massey Ferguson est aussi une autre grande multinationale canadienne. Toutefois, le problème c'est que malgré tout l'argent investi dans la création d'emplois, les emplois sont comparativement moins nombreux au Canada. Nous discutons périodiquement de nationalisme économique, et nous nous sommes servis de cet argument pour justifier notre politique énergétique nationale, au détriment de l'ensemble de notre économie et de nos emplois. Les États-Unis ne se réjouissent guère de la politique de notre gouvernement, qui oscille de droite à gauche, et qui a imposé la métrisation par-dessus le marché. Il m'a toujours semblé que la liberté de mesurer était une bonne mesure de la liberté, mais voici qu'on est passible de poursuites si on utilise les mesures impériales.

Mais je reviens à la situation de la firme Massey Ferguson. Très peu des emplois de cette société se trouvent au Canada, relativement parlant. En outre, il est intéressant de noter que ses principaux dirigeants viennent d'un peu partout. L'ingénieur en chef, M. Ramsey, vient d'Afrique du Sud; M. Porter, un directeur des finances, vient du Royaume-Uni; et M. Lorenzo, qui est originaire des États-Unis, est président de la société. Mais quels sont ses antécédents? Où trouver les compétences administratives qu'il nous faut pour protéger les intérêts des Canadiens et du gouvernement du Canada dans cette grande entreprise? Victor Rice, l'administrateur en chef, est également originaire du Royaume-Uni.

Il serait stupide d'affirmer que ces gens-là, parce qu'ils ne sont pas Canadiens, sont incapables de diriger une grande entreprise. Mais il existe certainement au Canada des administrateurs compétents. Pourquoi, quand on a besoin d'un bon

### L'emploi

administrateur, va-t-on chercher un M. Lorenzo, qui n'a aucune expérience de gestion et qui a toujours été contrôleur? Ne serait-il pas préférable d'aller chercher un bon agent des opérations chez John Deere, quelqu'un qui a déjà dirigé une société prospère, afin de protéger nos intérêts et d'assurer la viabilité de cette entreprise? Il me semble que oui.

Il y a un autre secteur de notre technologie qui crée beaucoup d'emplois. Je veux parler des sociétés Northern Telecom et Bell. Là encore, nous sommes dans la mauvaise voie. Le département de la Justice des États-Unis a eu assez de bon sens pour obliger la société AT&T à se départir d'une partie de son réseau intégré afin de la libéraliser et de créer des emplois. Encore là, nous faisons le contraire. En certaines régions du Canada nous payons 25c. pour un appel téléphonique qui coûte 10c. aux États-Unis. Northern Telecom fait de l'argent au Canada et le dépense aux États-Unis. Tout le concept est faux. Tout ce que nous avons à faire, c'est regarder de l'autre côté de la frontière ce que font les Américains. Néanmoins, nous n'apprenons sans doute jamais.

Toutes ces questions ont à voir avec les travailleurs et l'emploi, il me semble, car nous ne pouvons avoir une économie saine et prospère au Canada tant que nous n'aurons pas une politique économique cohérente. Nous ne devrions pas persister à manipuler et à influencer le marché ni à imposer une structure bureaucratique à notre secteur primaire. Imaginez! En Nouvelle-Écosse, à l'heure actuelle et en dépit de la politique du bien intentionné ministre des Pêches (M. Leblanc), je connais des pêcheurs qui n'ont pas atteint leur quota et qui aimeraient prendre du poisson pour lequel des marchés existent aux États-Unis, et des camionneurs qui ne demanderaient pas mieux que d'utiliser leur véhicule et de créer des emplois en transportant ce poisson aux États-Unis, mais qui ne peuvent le faire à cause de règlements bureaucratiques. On me dit que, même si la situation est grave et que les problèmes sont cernés, on ne peut changer les règlements avant plusieurs mois. Un problème sans doute moins grave quoique très important pour quelques-uns des pêcheurs intéressés réside dans le fait que l'on ne peut se transmettre certains permis de pêche de père en fils, comme le veut une tradition séculaire, à cause de règlements bureaucratiques.

Nous devons nous décider sur le genre d'économie que nous voulons au Canada. Voulons-nous une économie qui ait du bon sens, qui encourage les gens à agir, à économiser, à créer des emplois, ou préférons-nous glisser vers une économie de type étatiste comme il en existe dans certains pays du bloc de l'Est, où le gouvernement, ses mandarins, ses technocrates et ses apparatchiks interviennent à tous les niveaux de la vie économique, industrielle et sociale? Si c'est là le genre d'économie que les libéraux veulent, eh bien c'est certes là le genre d'économie qu'ils ont aujourd'hui. Cela ne s'est pas fait du jour au lendemain, ni à la dérobée. C'est le résultat d'une théorie économique qui a été délibérément proposée par le premier ministre et son gouvernement depuis qu'il est au pouvoir. Nous avons pu le voir dans les différentes méthodes interventionnistes qu'il a choisi d'appliquer.

Nous avons vu les résultats que cette attitude nous a valu auprès des Américains qui sont nos meilleurs amis et nos principaux partenaires commerciaux. Les États-Unis ont renoncé, pour le moment du moins, à adopter en guise de représailles une mesure législative sur notre accès à leur